



**Association
des Populations
des Montagnes
du Monde**

PROJET DE PARTENARIAT VILLES ALPINES FRANCAISES ET QUITO COMPTE-RENDU DE LA MISSION DE LA MUNICIPALITE DE QUITO EN FRANCE

Lundi 27 juin au samedi 2 juillet

1. PRESENTATION DE LA MISSION

Initialement prévue du 13 au 17 juin, la venue en France de la Mission de la Ville de Quito composée de Monsieur l'Ambassadeur Horacio Sevilla et de Monsieur Jorge Leon a été reportée à la semaine du 27 juin au 2 juillet en raison du déplacement d'Horacio Sevilla à Pékin pour le Congrès Mondial de Cités et Gouvernements Locaux Unis où Paco Moncayo Gallegos, Maire de la Municipalité de Quito, a été élu co-président de CGLU.

M. l'Ambassadeur Sevilla est chargé des relations internationales de la Municipalité de Quito et représentant du Maire de la Municipalité de Quito, M. Paco Moncayo Gallegos. M. Sevilla a été notamment ambassadeur d'Equateur au Pérou.

Jorge Leon est chercheur et directeur du CEDIME (*Centro de Investigacion de los Movimientos Sociales del Ecuador*). Le CEDIME est une des premières ONG de l'Equateur. Elle oeuvre pour plus d'équité et de démocratie dans la société, pour un développement alternatif, durable et endogène favorisant une meilleure intégration dans l'environnement mondial. Son objectif : consolider les organisations de la société civile, notamment des minorités sociales, ethniques ou sexuelles. Ses moyens d'action : la recherche, la formation, l'éducation et la mise en oeuvre de projets ou plans de développement, la formation des leaders et candidats politiques, la promotion de la décentralisation.

M. Jorge Leon est vice-président de l'Association des populations des montagnes du monde présidée par Jean Lassalle, député des Pyrénées-Atlantiques.

2. RAPPEL DES OBJECTIFS

Pour sa visite en France du 27 juin au 2 juillet, la Mission de la Municipalité de Quito composée d'Horacio Sevilla (Ambassadeur, chargé des relations internationales de la Municipalité de Quito et représentant du Maire de Quito, M. Paco Moncayo Gallegos) et de Jorge Leon (directeur du centre de recherche équatorien CEDIME, vice-président de l'APMM pour l'Equateur), s'était fixée trois objectifs :

- 1. établir des coopérations décentralisées entre villes andines équatoriennes (Quito et Riobamba) et villes alpines françaises (Lyon, Grenoble et Gap)**
- 2. promouvoir l'expression de la solidarité des populations de montagne dans le cadre de l'Association des populations des montagnes du monde (APMM) et d'un réseau international des Villes de montagne du monde**
- 3. mobiliser les collectivités et les gouvernements locaux dans la réalisation des objectifs du Millénaire des Nations Unies**

Le programme de la Mission, préparé en France par Nicolas Krausz (Directeur Général de l'APMM) en relation avec Jorge Leon à Quito, a permis de rencontrer différents acteurs clés français (personnalités politiques, responsables nationaux et locaux des relations de coopération, spécialistes de la montagne, du tourisme, de la biodiversité...) susceptibles d'organiser ou de faciliter des partenariats avec des collectivités équatoriennes. Ces rencontres ont également permis d'échanger des informations utiles sur la situation politique et économique de l'Equateur tant du point de vue du gouvernement central que des gouvernements locaux.

3. PERSPECTIVES DE COOPERATIONS DECENTRALISEES

Les attentes de Quito en matière de coopérations décentralisées ont été clairement identifiées en amont de la visite de la Mission. Elles font l'objet de deux projets principaux qui ont servi de base de discussion avec les différents partenaires français :

- **Lutte contre la pauvreté et le travail des enfants** : l'objectif de la Municipalité de Quito est de lutter contre l'exploitation économique dont sont victimes les enfants dans le District. Quito souhaite renforcer ses moyens d'action existants mais aussi mettre en oeuvre des démarches éducatives originales pour la protection et le contrôle social des enfants. Un projet de lutte contre l'exploitation économique des enfants est proposé par la Fondation « Patronato Municipal San Jose » conjointement avec la Municipalité de Quito.
- **Promotion de Quito comme destination touristique pour les touristes des Alpes** : la Corporation du Tourisme de la Municipalité de Quito propose une coopération sur le développement des activités de tourisme de montagne afin de dynamiser l'emploi local. La coopération avec les villes alpines pourrait

permettre d'identifier les attentes des touristes européens et de définir ce qu'il convient de faire et d'adapter localement pour mieux y répondre tout en développant l'emploi local lié à ces secteurs d'activité. Il s'agit également dans cette perspective de valoriser les relations entre la ville, son agglomération et le patrimoine culturel et naturel de son arrière-pays montagneux. La Corporation du Tourisme propose d'accueillir d'ici la fin de l'année une Mission de spécialistes français du tourisme (tours opérateurs privés, responsables municipaux, départementaux et régionaux, ONG) pour élaborer avec eux les diverses offres touristiques qui seront proposées aux touristes français et européens des Alpes.

1. Rencontre avec M. Philippe Pialoux, chef du bureau de la coopération décentralisée du Ministère des Affaires étrangères

Autorisées par la loi du 6 février 1992 à conduire directement des coopérations internationales avec des collectivités territoriales étrangères selon leurs compétences propres, les collectivités françaises ont privilégié le réseau francophone : Afrique, Pologne, Roumanie... Ainsi peu de collectivités françaises ont conclu des partenariats avec le monde hispanique et l'Amérique du Sud. En ce qui concerne l'Equateur, aucune action de coopération n'est actuellement engagée.

Après avoir félicité M. Sevilla pour l'accession de Quito à la co-présidence de CGLU lors du Congrès Mondial de Pékin, M. Philippe Pialoux réaffirme la volonté du Ministère des Affaires étrangères de soutenir financièrement des actions de coopération entre des collectivités françaises et des villes de l'Equateur, principalement Quito et Riobamba. Une note relayant les attentes détaillées de Quito sera adressée à M. Philippe Etienne, Directeur général de la coopération internationale et du développement (DGCID) du Ministère des Affaires étrangères par M. Pialoux. Ces coopérations devront s'établir sur des projets précis et s'appuyer sur des échanges bilatéraux de savoir-faire et d'expériences.

Pour M. Pialoux, le thème de la coopération touristique, retenu par Quito, est une bonne entrée pour lancer une action de partenariat concrète et rapide entre des villes alpines et Quito. Au-delà des contacts en cours avec Lyon, Grenoble et Gap, il juge opportun, dans une deuxième phase, d'entrer en relation avec des collectivités françaises du massif pyrénéen pour leur proximité culturelle et linguistique avec le monde hispanique.

Concernant le projet de lutte contre l'exploitation des enfants des rues, il suggère de solliciter, en plus des Villes, les Conseils Généraux (département) qui ont la compétence en matière de politique sociale et notamment dans le domaine de la petite enfance. Le soutien de M. Jean Faure, sénateur de l'Isère, et du Conseil Général de l'Isère pourrait être précieux pour engager ce type de partenariat. Il conviendrait également de s'inspirer du savoir-faire de certains départements (notamment la Seine-Saint-Denis) qui ont eu à gérer l'insertion d'enfants pauvres et démunis venus de Pays de l'Est.

Dans l'immédiat, il s'agit d'obtenir de chacun des partenaires une lettre d'intention signifiant leur volonté de travailler ensemble. Une convention-cadre pourra être ensuite élaborée et précisera le champ et les objectifs du partenariat, de même qu'elle identifiera les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre. Le co-financement du Ministère des Affaires étrangères interviendra à due concurrence de l'apport global des collectivités françaises impliquées dans le partenariat.

2. Perspectives de coopération pour Quito

a) Quito et Lyon : compte-rendu du déplacement du lundi 27 juin

Le programme du déplacement de la Mission à Lyon auquel s'est joint M. Ange Yanez, Maire de Riobamba, est axé sur trois thèmes principaux :

- le développement de la société de l'information :

M. Sacquepée, Directeur du Programme Lyonnais pour la Société de l'Information (PLSI), expose les quatre objectifs de la politique lyonnaise en matière de NTIC : réduire la fracture numérique (éducation aux nouvelles technologies en direction des enfants et des seniors), développer l'administration électronique (mise en place d'un guichet unique sur Internet), soutenir l'économie numérique (définition d'un schéma directeur technologique), encourager la démocratie participative sur Internet. Cette politique bénéficie d'un budget de 9 millions d'euros sur la durée de la mandature (6 ans). Cet investissement significatif qui fait de Lyon une des villes française les plus performantes en matière de NTIC se justifie par le lien entre la capacité d'innovation et la création d'emplois.

Au niveau international, Lyon va accueillir en 2006 l'Agence internationale pour la solidarité numérique qui sera chargée de sélectionner les projets financés par le Fonds de Solidarité Numérique (FSN) basé à Genève. Le but du FSN lancé par le Président du Sénégal Abdoulaye Wade est de compléter les mécanismes de financement déjà existant en apportant une réponse spécifique aux besoins urgents des collectivités locales dans les pays en développement pour réduire leur « retard numérique ».

→ M. Yanez fait part de sa volonté de bénéficier du soutien du FSN pour développer l'utilisation d'Internet à Riobamba. Le co-financement du FSN pourrait lui permettre de créer un guichet unique administratif sur Internet sur le modèle de Lyon et d'appuyer des actions de formation du public à l'usage des nouvelles technologies. Un dossier de candidature de Riobamba sera élaboré en étroite concertation avec les interlocuteurs lyonnais et transmis à l'Agence internationale pour la solidarité numérique.

- la lutte contre l'exploitation économique des enfants :

M. Philippe Di Loretto, secrétaire général de « Villes unies contre la pauvreté » présente les activités du réseau fondé par Lyon, Genève et Bamako. « Villes unies contre la pauvreté » a pour mission de mobiliser des expertises techniques dans le domaine des services publics (santé, éducation, assainissement...) et de les mettre à la disposition de villes pauvres du Sud. Son intervention consiste d'une part à identifier les besoins de

ces villes puis à élaborer des projets de coopération et d'autre part à les aider dans la recherche de financements auprès des organismes internationaux. A titre d'exemple, M. Di Loretto cite la Ville de Yaoundé où un projet concernant la restauration des enfants en milieu scolaire a été piloté par des experts de la Ville de Lyon et co-financé par la coopération française en Afrique. L'objectif du réseau de participer à la bonne gouvernance locale des Villes du Sud est poursuivi par le développement de coopérations Sud-Sud et la formation de professionnels locaux de la gestion urbaine.

➔ Après avoir rappelé la volonté de l'Ambassade de France en Equateur de développer des actions de coopération décentralisées entre des Municipalités de l'Equateur et des collectivités françaises, M. Sevilla fait part du projet de la Municipalité de Quito concernant la lutte contre l'exploitation économique des enfants et sollicite la coopération de la Ville de Lyon soit dans le cadre d'une coopération décentralisée bilatérale soit dans le cadre du réseau « Villes unies contre la pauvreté ». M. Sevilla insiste sur le rôle des Cités et Gouvernements Locaux dans la mise en œuvre des objectifs du Millénaire des Nations Unies. Il souligne également l'opportunité d'un partenariat étroit entre villes alpines françaises et villes andines équatoriennes dans le cadre du programme de solidarité des populations de montagne porté par l'APMM. Cette dimension de la coopération internationale entre Villes pour lutter contre la pauvreté fait partie des priorités de M. Paco Moncayo en tant que nouveau co-Président de CGLU. Elle doit s'incarner dans des projets concrets visant des phénomènes à forte dimension sociale tels que la pauvreté des enfants des rues. Après ce premier contact, M. Moncayo confirmera auprès de M. Gérard Collomb ce souhait d'une coopération étroite entre Quito et Lyon.

- *les questions d'aménagement urbain et de gestion des transports :*

La rencontre avec M. Patrice Berger, Directeur des activités internationales de l'Agence d'urbanisme pour le développement de l'agglomération lyonnaise, permet d'exposer les grandes problématiques et les principaux outils de gestion de l'urbanisme et des transports dans l'agglomération lyonnaise dont l'aire urbaine compte 2,5 millions d'habitants.

➔ **A partir de ce premier échange rapide, la Municipalité de Quito examinera l'opportunité d'une collaboration plus approfondie avec les services de l'Agence d'urbanisme de Lyon pour élaborer un nouveau cadre de régulation notamment en matière de transports et renforcer les outils de gestion de la municipalité au niveau institutionnel.**

b) Quito et Grenoble : compte-rendu du déplacement du jeudi 30 juin

- *Projet de coopération en matière de tourisme :*

M. Alain Pilaud, adjoint au Maire de Grenoble délégué aux Sports, à la Montagne, à l'animation et aux Droits de voirie, souhaite que la Ville de Grenoble mette en œuvre le projet proposé par la Municipalité de Quito (cf. annexe 2) sur la promotion de l'Equateur comme destination touristique pour les habitants et les touristes des Alpes françaises. Selon lui, le projet doit déboucher sur deux types de produits touristiques : un circuit mixte à travers l'Equateur (littoral et montagne) à la découverte du patrimoine culturel et naturel des différentes régions d'Equateur et un circuit de type « routard » axé sur la montagne équatorienne (trekking et randonnées). Pour chacun de ces produits, la Mission d'experts français doit identifier les services, les prestations et les garanties à proposer localement, en coordination avec la Corporation du Tourisme de Quito, conformément aux attentes connues et expertisées des touristes français et européens séjournant dans les Alpes. La Mission française sera composée de tours opérateurs privés (Nouvelles Frontières, Allibert, Terre d'aventure, Vivrance...), de spécialistes de la Municipalité de Grenoble, du Département de l'Isère et de la Région Rhône-Alpes (Office du Tourisme, Maison de la Montagne, Comité départemental du Tourisme, Comité régional du Tourisme...) et d'ONG spécialisés dans l'écotourisme (Grande Traversée des Alpes, Tétrakys, VSF-CICDA...). M. Pilaud propose à M. Jean-Pierre Lyard, Directeur de « Grande Traversée des Alpes » et de Tétrakys, de coordonner la constitution et les travaux de la Mission avec l'appui de la Municipalité de Grenoble et de la Commission départementale du tourisme.

L'objectif est que les Tours opérateurs puissent proposer quelques produits test pour le printemps 2006.

La deuxième étape du projet consistera dans la promotion de ces produits par les différents partenaires français privés et publics. M. Pilaud propose que Grenoble organise en 2006 une grande opération marketing pour présenter et promouvoir ces séjours. Ainsi Quito pourrait être l'invité d'honneur en 2006 de la Foire Internationale de Grenoble et envoyer à Grenoble une délégation chargée d'assurer sur place la promotion de ces offres. M. Lecocq, responsable du Comité départemental du Tourisme (CDT), propose d'assurer la promotion des produits équatoriens sur le site du CDT de l'Isère et auprès des Comités d'entreprise d'Ile-de-France avec qui le département est en relation. La presse spécialisée française sur la montagne, essentiellement basée à Grenoble, pourra également relayer cette opération. Enfin la Communauté de Travail des Alpes, dont M. Pilaud est vice-président, pourra être associée au projet de coopération pour promouvoir les produits auprès des publics des pays membres de la Communauté (Autriche, Allemagne, Italie, Suisse).

➔ M. Sevilla approuve les propositions de M. Pilaud et rappelle les retombées économiques et sociales attendues côté équatorien : développement des emplois locaux, notamment en zones rurales, liés aux activités touristiques ; ralentissement de l'exode montagnard qui crée des poches d'extrême pauvreté en zones urbaines ; valorisation internationale du patrimoine architectural, culturel et environnemental de l'Equateur (hors Iles des Galápagos). La Corporation du Tourisme de Quito qui dépend directement de la Municipalité et qui rassemble des acteurs publics et privés est prête à accueillir cette Mission française des Alpes dans les meilleurs délais. Elle attend de cette coopération une assistance technique pour identifier très concrètement les attentes et les habitudes de consommation des touristes qui fréquentent les Alpes en hiver comme en été. Elle souhaite également un contact direct avec les opérateurs privés pour élaborer avec eux un marketing « sur mesure » correspondant aux diverses formules proposées (tourisme patrimonial et culturel, tourisme de haute montagne, tourisme mixte...).

M. Sevilla souhaite que la Mission puisse être rapidement constituée afin de pouvoir se rendre à Quito avant la fin de l'année 2005. Ainsi les premières offres pourraient être prêtes au printemps 2006 et « testées » pour la saison estivale 2006. Dans cette perspective, un Accord de coopération devrait être conclu entre Quito et Grenoble dans les meilleurs délais. M. Moncayo adressera une lettre dans ce sens à M. Destot, député-maire de Grenoble.

- *Lutte contre l'exploitation des enfants :*

M. Pilaud est également intéressé par le projet de coopération proposé par Quito pour stopper l'exploitation des enfants des rues. Il propose qu'un partenariat soit mis à l'étude entre Grenoble et Nantes pour le portage de ce projet. Ces deux villes françaises entretiennent des relations historiques d'amitié et d'échange et Nantes a déjà conduit des actions de coopération avec des Villes des Andes. Grenoble prendra contact avec Nantes pour envisager les modalités de cette coopération tripartite.

➔ **M. Sevilla se réjouit de cette perspective concrète et propose que ce partenariat entre Grenoble et Nantes soit suivi et coordonné en France par l'APMM et Cités Unies France avec qui un contact a été pris à Paris. Il rappelle que M. Pilaud, chef du bureau de la coopération décentralisée au MAE, a donné son accord de principe pour un co-financement du Ministère à une coopération entre des collectivités françaises et équatoriennes.**

c) Quito et Gap : compte-rendu du déplacement du vendredi 1^{er} juillet

- *Visite de la station d'épuration biologique de Gap*

Voir ci-dessous : « Riobamba et Gap ».

- *Valorisation de la biodiversité et de l'environnement en montagne :*

Après une présentation du rôle et des politiques du Parc National des Ecrins, Jean-Pierre Dalmas, Directeur du Conservatoire Botanique National Alpin, expose les activités du Domaine de Charence. Avec les fonds marins, la montagne est le plus grand refuge de biodiversité de la terre. Mais faute de moyens, les politiques de conservation des espèces ne sont pas à la hauteur des enjeux ce qui entraîne la disparition de milliers d'espèces rares et par conséquent l'uniformisation du vivant. Le rôle du Conservatoire est de recenser et de cartographier chaque espèce botanique de la région alpine. Dans la mesure du possible, le Conservatoire gère lui-même la conservation de certaines espèces (roses, arbres fruitiers...) sur le site de Charance qui est visité par le public. Mais ces actions s'avèrent insuffisantes si l'Etat et les collectivités ne s'engagent pas aussi sur leurs propres sites à préserver cette biodiversité en la valorisant par le biais de micro cultures locales.

➔ **Vivement intéressé par l'exposé de M. Dalmas, M. Sevilla établit un parallèle entre la démarche du Conservatoire Botanique et les actions conduites en Equateur pour sauvegarder la diversité des espèces végétales et notamment les variétés très riches de pommes de terre. La préservation de la biodiversité dans les zones de montagne d'Equateur est aussi un enjeu majeur dont les différentes autorités doivent prendre conscience. Il propose à M. Dalmas de rester en contact dans la perspective d'une intervention à Quito sur ce sujet.**

- *Projet de coopération en matière touristique*

En relation avec le Directeur de l'Office du Tourisme de Gap, Mme Colette Patron, adjointe au Maire de Gap chargée du Tourisme, propose de prendre des contacts avec les opérateurs privés travaillant en relation avec la Ville de Gap pour participer à la Mission française à Quito.

3. Attentes et perspectives de coopération pour Riobamba

Le maire de Riobamba, M. Angel Yanez, a accompagné la Mission de Quito lors du déplacement à Lyon et des rencontres institutionnelles organisées à Paris. Riobamba est une ville d'environ 140 000 habitants qui se trouve à 180 km au Sud de Quito, à 2 700 mètres d'altitude, dans la province de Chimborazo.

➤ *Les attentes de Riobamba :*

Comme Quito, Riobamba est confrontée à la pauvreté des enfants des rues et aux situations dramatiques qu'elle provoque (en décembre 2004, quatre enfants des rues sont morts étouffés par un éboulement de déchets d'une décharge près de laquelle ils avaient trouvé refuge). Riobamba souhaite ainsi bénéficier des actions de coopération proposées par Quito pour traiter et prévenir cette forme de pauvreté.

Dans le domaine de l'eau, Riobamba souffre d'un problème récurrent d'approvisionnement et d'assainissement en eau potable. Son souhait est de parvenir à une alimentation en eau potable de qualité de l'ensemble de sa population urbaine. Les enjeux de ce dossier sont très importants pour les populations locales en termes de qualité de vie et de sécurité sanitaire.

Dans le domaine du tourisme, Riobamba souhaite valoriser son patrimoine architectural urbain, ses richesses culturelles (notamment les cultures indigènes) et son environnement naturel de montagne (Riobamba se trouve au pied du Chimborazo qui culmine à 6 310 m d'altitude). Elle souhaite donc être associée au projet de coopération touristique avec Quito pour devenir une destination touristique privilégiée des Français.

a) Riobamba et Limoges : rencontre avec Mme Pérol-Dumont

A l'occasion de la rencontre avec la Présidente du Groupe d'amitié France-Equateur de l'Assemblée nationale, Mme Marie-Françoise Pérol-Dumont, députée et présidente du Conseil Général de la Haute-Vienne, une possibilité de coopération avec Limoges et l'Office international de l'eau (l'OIEau anciennement Fondation de l'eau) est proposée à M. Yanez. Limoges accueille en effet le Centre National de Formation aux Métiers de l'Eau

qui organise, dans le cadre de l'OIEau, des formations aux métiers de l'eau dans des pays en voie de développement.

→ Mme Pérol-Dumont propose de faciliter le contact entre Riobamba et l'OIEau dans la perspective d'une mission technique d'ingénieurs français sur le terrain. Le suivi sera assuré par l'APMM en France.

b) Riobamba et Gap

La visite de la station d'épuration biologique de Gap a permis de constater le très haut niveau de technologie des équipements municipaux d'assainissement de l'eau. Gap a également développé des compétences spécifiques dans le domaine de la captation des eaux de montagne pour l'approvisionnement des habitants en eau d'une très grande qualité.

→ M. Sevilla a fait part de la volonté du Maire de Riobamba, M. Angel Yanez, d'accueillir une mission d'experts de Gap afin de procéder à une évaluation globale des problèmes et des besoins de Riobamba. M. Paco Moncayo, Maire de Quito, va appuyer cette demande dans un courrier adressé à M. Pierre Bernard-Reymond, Maire de Gap. Cette coopération technique pourrait s'inscrire dans un projet plus large porté par l'OIEau.